

Le courrier des pays de l'Est, n° 1055, mai-juin 2006, pp. 4-13.

QUELLE INFLUENCE RUSSE DANS L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE ?

La notion d'influence n'est sans doute pas plus claire que celle d'espace post-soviétique. Alors que la première est souvent associée aux termes de «sphère» ou de «zone», la seconde est débattue par les spécialistes du «monde russe». Ce débat n'est pas sans incidences sur les politiques à conduire vis-à-vis des anciennes républiques soviétiques, dans la mesure où il conditionne les «cartes mentales», les priorités régionales et *in fine* l'appréciation des rapports de puissance. Un des points du débat porte sur la pertinence d'une approche globale ou sub-régionale ou encore nationale, voire infra-nationale, de l'espace post-soviétique.

Le clivage pourrait se résumer de la manière suivante. Pour les uns, l'approche globale demeurerait la plus pertinente pour quatre raisons principales⁽¹⁾. Premièrement, les liens entre les anciennes républiques soviétiques, hérités de la division internationale du travail, ne se limiteraient pas à l'imbrication des infrastructures énergétiques ou des industries de défense, mais se traduiraient surtout par une interdépendance des marchés, notamment financiers (en dépit de l'abolition de la zone rouble en 1993) et par le poids des diasporas. Deuxièmement, sur le plan géographique, ces pays représenteraient un passage obligé les uns pour les autres pour l'accès à une voie de communication, à une mer et/ou à un marché. Troisièmement, cette zone qui s'étend sur 22 millions de km² ne pourrait se concevoir sans la Fédération de Russie (17 millions de km²) dont l'usage de la langue est encore largement répandu. Quatrièmement, cet espace connaîtrait les mêmes maux : porosité des frontières, trafics de drogue et d'êtres humains, contrebande et corruption généralisée.

Pour les autres, cette approche globale viserait à maintenir implicitement la domination russe et ne correspondrait nullement aux évolutions récentes de la zone et ce, pour quatre raisons ; l'inefficacité des structures collectives, comme la CEI (Communauté des Etats indépendants) qui reposerait moins sur un principe d'intégration régionale que sur les relations bilatérales établies par Moscou ; une volonté d'émancipation et d'indépendance à l'égard de Moscou, qui s'exprimerait différemment selon les pays ; un changement d'attitude de la part des puissances extérieures à la zone, qui ne considèreraient plus cette dernière comme l'arrière-cour de la Russie ; une diversité géographique, ethnographique et économique, qui invaliderait l'utilisation d'outils similaires pour les pays du Caucase ou d'Asie centrale (et au sein même de ces sous-ensembles régionaux), compte tenu de leurs profondes différences de culture politique.

Ce débat sur la nature de l'espace post-soviétique est particulièrement vif en Russie, dans la mesure où les élites, comme l'opinion, traversent une crise identitaire qui se cristallise précisément sur l'interprétation de leur passé impérial⁽²⁾. Ce débat peut aussi bien se concentrer sur une analyse du rapport de forces au sein d'un espace désormais perçu comme une zone de rivalités que sur les possibles formes d'intégration régionale ou sur la volonté d'introduire le concept de «fin de l'espace post-soviétique» dans l'outillage mental

¹ J. Billington, *Russia in Search of Itself*, Washington D. C., Woodrow Wilson Center Press, 2004, 234 p.

² J. LeDonne, *The Grand Strategy of the Russian Empire, 1650-1831*, Oxford, Oxford University Press, 2004, 261 p.

des élites russes⁽³⁾. Au-delà de la Russie, il faut distinguer les analyses au-dedans, et au-dehors, de cet espace de référence. Au-dedans, les interprétations varient entre une lecture voyant la main de Moscou dans les difficultés de ces pays et une autre soulignant l'étroitesse des liens de coopération, renforcés par l'actuelle croissance russe⁽⁴⁾. Au-dehors, une lecture mettant en exergue les nouvelles ambitions du Kremlin qui serait engagé dans un processus de reconquête, principalement basé sur sa puissance énergétique, semble actuellement prévaloir⁽⁵⁾.

Pour éclaircir ce débat, sans doute faut-il examiner les modalités et l'intensité de la présence russe dans son « étranger proche » et apprécier la cohérence et la portée de celles-ci en se demandant *in fine* si elles unifient l'espace ou, au contraire, le fragmentent. Plus largement, on assiste peut-être à un tournant dans la politique extérieure de la Russie : le passage d'un mode révolu de contrôle direct à des formes de contrôle indirect, qui pour être plus lâches n'en sont pas moins efficaces. Une chose est sûre : trois siècles d'échanges ne peuvent se défaire en quinze ans. Par conséquent, la Russie est peut-être en train de vivre un moment néo-impérial que sous-tend une classique volonté de puissance. Elle est peut-être également en train de découvrir et d'inventer une sorte de *soft power*, inédit pour elle.

La stratégie globale de Moscou à l'égard de l'espace post-soviétique

Vladimir Poutine s'inscrit dans une tradition historique pour laquelle la Russie, quels que soient les revers subis, doit assumer un rôle mondial. Depuis le XVII^e siècle, ce pays conçoit sa *Grand strategy* à travers une vision géopolitique articulée autour de trois théâtres : occidental (de la Baltique aux Carpates), méridional (du Danube aux montagnes de Perse) et oriental (de la Volga à l'Altai)⁽⁶⁾. Historiquement, l'élite politico-militaire russe s'est efforcée d'être toujours en mesure d'intervenir simultanément sur ces trois théâtres, afin d'exercer une hégémonie globale sur le *heartland*. La *Grand strategy* reposait sur la création d'un glacis d'Etats clients, hiérarchisés et spécialisés, qui fournissaient des troupes auxiliaires, servaient de tampon protecteur et créaient une profondeur stratégique permettant à la Russie de préserver ses forces. Cet héritage historique et ce mode de colonisation font de la notion de «glacis» une donnée clé de la culture stratégique russe qui envisage «l'étranger proche» comme une zone à la fois d'influence et de clientélisme, mais surtout comme un rempart contre les grandes puissances.

Il n'est pas rare de parler de «grand jeu» (*great game*) pour décrire les rivalités actuelles en Asie centrale, par analogie à la compétition russo-britannique de la seconde moitié du XIX^e siècle. Or, cette analogie est trompeuse dans la mesure où, pour Moscou, l'enjeu ne concerne pas seulement l'Asie centrale, mais une zone allant des Balkans à l'Extrême-Orient⁽⁷⁾. On n'observe pas chez Poutine, en théorie comme en pratique, de rétraction du champ d'action en politique étrangère.

Sa politique à l'égard de l'espace post-soviétique doit, par conséquent, se lire comme partie d'un tout. Indiscutablement, V. Poutine est parvenu à retrouver des marges de manœuvre sur la scène internationale et dispose de moyens pour peser, dans des proportions variables,

³ P. Baev, «How Does History Inform Russia's Policy in the Great Anti-terrorist Game ?», *Central Asia and the Caucasus*, n° 1, 2002, p. 15.

⁴ Pour une analyse événementielle et thématique, voir Th. Gomart, «Vladimir Poutine ou les avatars de la politique étrangère russe», *Politique étrangère*, n° 3-4, 2003, pp. 789-802. ; «Politique étrangère russe : l'étrange inconstance», *Politique étrangère*, n° 1, 2006, pp. 25-36.

⁵ Russie, Biélorussie, Arménie, Kazakhstan, Tadjikistan et Kirghizstan.

sur le cours des évolutions au sein de l'espace post-soviétique⁽⁸⁾. Cependant, la politique de V. Poutine frappe par le décalage qui existe entre l'étrécissement de la vision stratégique et la multiplication des coups tactiques. Elle ne s'inscrit pas dans une logique de moyen ou de long terme, destinée à nouer les partenariats indispensables à une meilleure insertion de la Russie dans l'économie-monde, mais privilégie les gains à court terme. Cela se vérifie en particulier dans l'espace post-soviétique.

En effet, un des principaux projets de V. Poutine – l'Espace économique commun (Russie, Biélorussie, Ukraine et Kazakhstan) lancé en septembre 2003 – ne parvient pas à enclencher une dynamique d'intégration régionale basée sur une confiance réciproque. Au sein de ce groupe, les divergences politiques se sont accentuées avec la «révolution orange» en Ukraine, d'une part, et le durcissement des régimes russe, biélorusse et kazakh de l'autre. En Asie centrale, V. Poutine a cherché à renforcer l'influence traditionnelle de la Russie, qui a très nettement reflué sous la présidence Eltsine, afin de favoriser les positions internationales de son pays. L'Asie centrale était au cœur du projet de retrouver un statut de grande puissance, mais paradoxalement V. Poutine ne semble pas en mesure d'élaborer une politique à la fois attractive et articulée. Cela se ressent, en particulier dans le domaine de la sécurité, où aucune des structures antiterroristes de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC)⁽⁹⁾ et de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)⁽¹⁰⁾ n'a été consultée lors de l'intervention en Afghanistan⁽¹¹⁾. En Europe comme en Asie centrale, le Kremlin a retrouvé des réflexes de puissance classique : réactivation du bilatéral pour asseoir sa position dominante (crise maîtrisée avec l'Ukraine et soutien calculé à la Biélorussie), utilisation du multilatéral (Onu, Conseil de l'Europe, G8) pour souligner ses ambitions globales et affirmation nationale pour justifier son organisation politico-économique.

Cette attitude traduit probablement moins une crispation qu'un changement d'époque se jouant sur deux plans distincts. Tout d'abord, le Kremlin semble avoir renoncé à un mode de contrôle direct de cet espace, allant jusqu'à l'emploi de la force et, même s'il utilise les «conflits gelés» (en particulier en Transnistrie, Abkhazie et Ossétie du sud) pour maintenir une présence militaire pesant sur les rapports entretenus avec la Moldavie et la Géorgie, il semble désormais écarter les interventions armées (des opérations aussi ponctuelles que spectaculaires ne sont pas complètement à exclure, mais n'inverseraient probablement pas cette tendance de fond) en raison de la révision de ses ambitions politiques et des capacités de son outil militaire. Ensuite, l'opinion russe entre progressivement dans une ère post-impériale (qui se traduit inévitablement par des sursauts nationalistes exploités ponctuellement par le Kremlin ou des formations comme le parti *Rodina*).

Une étude, conduite par deux chercheurs, John O'Loughlin et Paul Talbot, en mars 2003, à partir de 1 200 entretiens, examine le rapport de la population russe aux autres pays membres de la CEI et, par conséquent, le rapport entre identité nationale et perception territoriale⁽¹²⁾. Cette enquête de terrain permet de mieux comprendre l'état d'esprit actuel des citoyens et le décalage qui peut exister avec les élites. A une question sur les moyens à utiliser pour réunifier les pays de l'ex-URSS, ils sont 0,4 % à mentionner les forces armées et 53,5 % à estimer qu'un tel objectif ne devrait pas être poursuivi. En d'autres termes, ils semblent surtout soucieux d'éviter tout conflit armé pour redéfinir les frontières. Par ailleurs,

⁽⁸⁾ Pour une analyse événementielle et thématique, voir Th. Gomart, «Vladimir Poutine ou les avatars de la politique étrangère russe», *Politique étrangère*, n° 3-4, 2003, pp. 789-802. ; «Politique étrangère russe : l'étrange inconstance», *Politique étrangère*, n° 1, 2006, pp. 25-36.

⁽⁹⁾ Russie, Biélorussie, Arménie, Kazakhstan, Tadjikistan et Kirghizstan.

⁽¹⁰⁾ Russie, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Chine, avec pour observateurs l'Iran, l'Inde, le Pakistan et la Mongolie.

⁽¹¹⁾ Sur ce point, voir L. Jonson, *Vladimir Putin and Central Asia*, London, I.B. Tauris, 2004, 253 p.

⁽¹²⁾ J. O'Loughlin and P. Talbot, «Where in the World is Russia ?», *Eurasian Geography and Economics*, n° 1, 2005, pp. 23-50.

d'après cette enquête, ils établissent des sous-ensembles au sein de la CEI : Ukraine et Biélorussie semblent être les pays les plus proches sur le plan culturel, suivis de près par la Moldavie et le Kazakhstan. Pays musulman, ce dernier apparaît moins dissemblable à leurs yeux que des pays comme la Géorgie ou l'Arménie. Par ailleurs, 93 % des personnes interrogées considèrent nécessaire de protéger les minorités russes vivant dans les différents pays de l'espace post-soviétique. Ce chiffre chute à 38 % si cela implique le recours à des moyens militaires. Cette étude conclut sur la juxtaposition d'une approche «émotionnelle» et d'une approche «pragmatique» des frontières de la Fédération : à certains égards, il semble que les élites russes utilisent la première, alors que l'opinion privilégie la seconde.

Les principaux moyens d'influence

Cette enquête ne doit évidemment pas être interprétée comme un renoncement aux moyens militaires de la part de Moscou. La coopération en la matière reste au cœur de sa logique d'influence et se traduit par l'existence de bases militaires, une assistance technique, un effort de formation des officiers et des manœuvres communes. En 2004, la Russie comptait ainsi 3 500 hommes en Arménie, 3 000 en Géorgie, 500 au Kirghizstan, 1 400 en Moldavie, 7 800 au Tadjikistan et 1 100 en Ukraine⁽¹³⁾. L'influence militaire russe transparaît nettement tant dans le discours doctrinal que dans la pratique opérationnelle d'officiers de certains pays comme la Biélorussie ou le Kazakhstan. Ainsi, des manœuvres régulières se déroulent avec le Kazakhstan dans le domaine de la défense aérienne ou du contrôle des frontières. La Russie se livre également à des exercices comme *Mobilnost 2004* (Mobilité 2004), qui a consisté à projeter une brigade à 9 000 kilomètres de sa base dans un délai limité, pour démontrer à ses partenaires qu'elle restait en mesure de déployer des forces sur un théâtre éloigné⁽¹⁴⁾. Avec l'ouverture de la base de Kant au Kirghizstan en 2003, elle a marqué sa volonté de rester présent militairement en Asie centrale, dans la mesure où les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, des Etats européens comme la France ou l'Allemagne (la première au Kirghizstan et au Tadjikistan, la seconde en Ouzbékistan), y disposent d'infrastructures logistiques pour soutenir leurs troupes engagées en Afghanistan. Traditionnelle, cette présence militaire russe est actuellement réactivée pour faire face aux puissances qui prennent pied dans la région, mais aussi pour donner de la substance à l'Organisation du traité de sécurité collective. Pour cette dernière, la question est moins de savoir si elle va accueillir dans les prochains mois l'Ouzbékistan que de gagner en crédibilité militaire. En termes de doctrine, l'OTSC se présente comme une structure de gestion de crise dans l'espace post-soviétique. Elle cherche à mettre en place des forces mixtes projetables, qui s'inspirent des groupements tactiques (*battle groups*, comprenant entre 1 000 et 2 000 hommes) de réaction rapide mis en place par l'Union européenne. Par ailleurs, Moscou utilise «la lutte contre le terrorisme international» pour proposer des coopérations renforcées et des échanges de renseignements avec les pays de la zone.

La coopération militaire demeure donc un des principaux moyens utilisés par Moscou pour exercer son influence dans l'espace post-soviétique. De l'avis de nombreux observateurs, sa forte croissance lui permet également d'être présente au travers de ses investissements : l'économie serait en passe de supplanter le militaire⁽¹⁵⁾. A la différence près que leur rôle est beaucoup plus difficile à apprécier dans la mesure où ils n'émanent pas seulement de l'Etat, ne font pas l'objet d'un plan d'ensemble et d'une volonté de coordination des différents acteurs. Depuis plusieurs années, la Russie a multiplié les investissements significatifs dans les pays de la CEI, mais aussi dans les nouveaux Etats membres de l'UE. C'est un signe de

⁽¹³⁾ IISS, *The Military Balance, 2004-2005*, London, Oxford University Press, 2004, pp. 109-110.

⁽¹⁴⁾ C. Gloaguen, «Les tropismes centre-asiatiques de la Russie», *Défense nationale*, n° 11, 2004, pp. 89-95.

⁽¹⁵⁾ J. Perovic, «From Disengagement to Active Economic Competition : Russia's Return to the South Caucasus and Central Asia», *Demokratizatsiya*, n° 1, 2005, p. 62.

ses nouvelles ambitions économiques, autant que de l'évolution du système de pensée de l'élite : les affaires ont acquis une certaine autonomie par rapport au pouvoir politique. En outre, grâce à la rente pétrolière, Moscou dispose d'un levier supplémentaire, différencié selon les pays de la CEI⁽¹⁶⁾.

En raison de la prégnance du discours sur la «sécurité énergétique», la plupart des observateurs se focalisent sur ce thème, y incluant les réseaux de transport. La Russie utiliserait à plein non seulement son potentiel énergétique (pétrole, gaz et énergie nucléaire), mais aussi son contrôle des voies d'exportation du gaz ou du pétrole depuis les gisements situés en Asie centrale. En janvier 2006, la crise avec l'Ukraine a provoqué une prise de conscience par les principaux importateurs de gaz russe, d'une part, de l'importance de l'Ukraine comme pays de transit et, de l'autre, des ambitions de Gazprom qui entend contrôler l'exportation de gaz turkmène tout en prenant pied sur le marché européen. En effet, pour honorer ses contrats de livraison de long terme, la compagnie russe doit parvenir à intégrer au maximum les réserves des pays d'Asie centrale à son dispositif. Avec 6 % des réserves mondiales de pétrole, 31 % de celles de gaz, 10 % de la production mondiale de pétrole et 22 % de celle de gaz, la Russie est certes un acteur énergétique de premier plan, mais elle peut néanmoins difficilement se passer de ses anciens satellites (en premier lieu, le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan) pour continuer à profiter à plein des prix mondiaux des hydrocarbures. Pour ce faire, Moscou chercherait à prendre l'initiative d'une sorte de nouvelle OPEP, alliance qui réunirait les anciennes républiques soviétiques productrices, mais aussi l'Iran, afin de coordonner leurs politiques respectives d'exportation⁽¹⁷⁾.

De ce point de vue, Moscou continue à utiliser les infrastructures de transport comme levier d'influence, sans doute un des outils les plus efficaces à sa disposition. En effet, l'espace post-soviétique se caractérise par l'enclavement de certains sous-ensembles et, en particulier, de l'Asie centrale. Une des conséquences les plus immédiates de la chute de l'URSS réside dans le passage d'un système intégré de transport, qui insérait les républiques dans un réseau d'échanges, à un système segmenté. Cette évolution a accentué l'enclavement, dans la mesure où le «coût de franchissement» des frontières s'est envolé, en raison à la fois de la multiplication des contrôles, de la corruption et des ruptures de charges. En ce qui concerne l'Asie centrale, la voie d'exportation russe demeure aujourd'hui encore la plus économique⁽¹⁸⁾. Le véritable enjeu pour la Russie réside donc dans le contrôle des infrastructures de transport, mais aussi dans sa capacité et sa volonté à attirer le volume d'investissements étrangers indispensable à leur modernisation et à leur développement. Dès son arrivée au pouvoir en 2000, Vladimir Poutine a exprimé le souhait de transformer la Russie en *hub* entre Asie et Europe, mais aussi orienté vers le Moyen-Orient, en ne se limitant pas aux infrastructures traditionnelles de transport ; la mise au point d'un système satellitaire et de télécommunications figure parmi ses priorités. Ces projets ne suffisent pas à enrayer des tendances plus lourdes : impact financier plutôt qu'industriel de la rente énergétique (investissements d'exploration insuffisants), investissements massifs d'acteurs extérieurs comme la Chine, les Etats-Unis ou l'UE, et surtout faible attractivité d'un pays qui se voudrait *leader* sur la plaque eurasiatique, alors qu'il représente moins de 1 % de la richesse mondiale et n'est toujours pas membre de l'OMC⁽¹⁹⁾.

⁽¹⁶⁾ I. Kobrinskaya, «The Multispeed Commonwealth», *Russia in Global Affairs*, n° 1, 2004, (<http://eng.globalaffairs.ru/numbers/6/509.html>).

⁽¹⁷⁾ A. Rahr, «The New OPEC», *Internationale Politik*, n° 1, 2006, pp. 69-76.

⁽¹⁸⁾ G. Raballand, *L'Asie centrale ou la fatalité de l'enclavement ?*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 288.

⁽¹⁹⁾ S. Blank, «Infrastructural Policy and National Strategies in Central Asia : the Russian Example», *Central Asian Survey*, n° 3-4, 2004, pp. 236-238.

Deux autres vecteurs d'influence ne doivent pas être négligés, la sphère de l'information et la langue russe, qui lui permettent d'exercer une forme de *soft power*⁽²⁰⁾ dans un espace culturel basé sur la langue russe. La Russie peut s'appuyer sur un certain nombre de moyens d'information (télévision, radio, journaux, magazines, serveurs d'accès à internet et livres) au sein de l'espace post-soviétique⁽²¹⁾. En raison de leur enclavement, mais aussi de cette présence culturelle, les sous-ensembles de cet espace réagissent différemment aux tentatives d'influences extérieures. Si la période Eltsine s'est caractérisée par une inaction dans le domaine linguistique et culturel, au cours des dernières années, les autorités russes ont pris conscience de l'importance de leur langue comme vecteur d'influence. Elles mènent, par conséquent, des actions de *lobbying* auprès des gouvernements de la CEI pour le maintien ou la réintroduction de l'enseignement du russe comme langue étrangère dans l'ensemble du système scolaire, tout en veillant à l'existence de filières de formation en russe dans tous les domaines⁽²²⁾. Ce double objectif se traduit par l'envoi de manuels scolaires et la formation gratuite en Russie des enseignants de russe. Par ailleurs, dans le supérieur, le système russe continue à attirer des étudiants des ex-républiques soviétiques, certains y voyant un point de passage vers l'Union européenne ou les Etats-Unis. Ce rôle d'intermédiaire ne concerne pas seulement les échanges universitaires : plus généralement, la Russie sert d'interface entre la culture occidentale et les populations de la CEI⁽²³⁾. Par conséquent, l'influence russe au sein de l'espace post-soviétique ne s'exerce pas à sens unique, mais relie également différents sous-ensembles régionaux et le système-monde.

Limites politiques

Au fond, l'influence russe se juge à sa capacité de promouvoir indirectement les intérêts de Moscou et de favoriser l'ancrage international des pays de la CEI. Sur ce dernier aspect, elle se heurte à une forte concurrence de la part de puissances étrangères, qui cherchent à y conclure des alliances militaires et/ou des partenariats économiques avec une rhétorique, plus ou moins prononcée, de limitation de l'influence russe⁽²⁴⁾. Moscou n'est pas parvenu à donner une identité internationale à la CEI et à en faire un acteur du commerce mondial. Le traité d'union économique de 1993 prévoyait la mise en place d'une zone de libre-échange entre les pays membres de la CEI. Mais la logique d'intégration s'est heurtée à l'asymétrie entre la Russie et les autres pays : plus de soixante-dix accords bilatéraux d'alignement tarifaire ont été signés. En réalité, la liberté des échanges reste partielle, en raison de la subsistance de droits, de taxes et de clauses de sauvegarde sur certains produits. En dépit de ces limitations, les économies des pays de la CEI demeurent interdépendantes et présentent la particularité d'importer essentiellement des produits manufacturés, tout en restant avant tout exportatrices de matières premières vers le reste du monde.

La Russie souffre d'un manque de savoir-faire en matière d'intégration régionale et ne parvient pas à proposer un projet suffisamment convaincant pour aller au-delà de facilitations douanières⁽²⁵⁾. Cette carence de connaissances spécifiques sur les différentes aires de l'espace post-soviétique s'expliquerait par l'image brouillée qu'elles ont en Russie : les spécialistes russes sont en nombre limité, dans la mesure où, à l'époque soviétique, ceux

⁽²⁰⁾ D. Trenin, «Identitchnost i integratsia : Rossia i Zapad v XXI veke» [Identité et intégration : la Russie et l'Occident au XXI^e siècle], *Pro et Contra*, n° 3, 2004, p. 16.

⁽²¹⁾ J. Hedenskog, «Filling 'the Gap', Russian Security Policy Towards Belarus, Ukraine and Moldova under Putin» dans J. Hedenskog et al., *Russia as a Great Power, Dimensions of Security under Putin*, Londres, Routledge, 2005, p. 149.

⁽²²⁾ D. Teurtrie, «La langue russe. Un enjeu dans les relations entre la Russie et son étranger proche», *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1043, mai-juin 2004, pp. 70-71.

⁽²³⁾ *Ibid.*, p. 72.

⁽²⁴⁾ Sur l'Asie centrale, voir B. Rumer, «The Powers in Central Asia», *Survival*, n° 3, 2002, pp. 57-68.

⁽²⁵⁾ Th. Gomart, «The EU and Russia : The Needed Balance Between Geopolitics and Regionalism», *Russie.Nei.Visions*, n° 10b, mai 2006, pp. 17-18.

qui se consacraient à l'étude des autres républiques en étaient généralement des ressortissants⁽²⁶⁾. La Russie est sans conteste en attente d'une génération de chercheurs et d'experts, capables d'analyser les particularités régionales et d'élaborer une réflexion sur les contours de politiques de développement encouragées et soutenues par Moscou.

Dans ce contexte, l'influence de la Russie se heurte non seulement à des obstacles internes à l'espace post-soviétique, mais aussi aux influences exercées par des puissances cherchant à prendre pied, selon des modalités différentes, dans tout ou partie de la zone. A titre d'exemple, en Asie centrale, la Russie s'efforce de contrecarrer ou de réorienter vers d'autres cibles l'influence exercée par deux puissances de premier plan (les Etats-Unis et la Chine), par deux acteurs inexistantes militairement, mais actifs économiquement (le Japon et l'Union européenne) et par des acteurs régionaux proches (Turquie, Iran, Inde et Pakistan).

Certains constats rapides peuvent être faits. Pour la Chine, l'Asie centrale ne revêt certes pas la même importance que Taïwan, le Japon et l'équilibre stratégique avec les Etats-Unis. Pourtant, elle suit de près l'évolution de cette région pour trois raisons principales⁽²⁷⁾. Premièrement, elle a entrepris, depuis quinze ans, de combattre le séparatisme ouïghour dans le Xinjiang (république autonome chinoise, à la frontière avec le Kazakhstan), sous couvert de lutte contre le terrorisme. Deuxièmement, elle cherche à assurer sa sécurité énergétique par le biais d'accords qui portent à la fois sur les volumes et les infrastructures d'exportation d'hydrocarbures, notamment avec le Kazakhstan. Troisièmement, elle entend limiter l'implantation militaire américaine dans les pays voisins de l'Afghanistan. Elle instrumentalise l'OCS, conjointement avec la Russie et les autres pays membres, allant jusqu'à exprimer, en août 2005, sa volonté de voir les Etats-Unis écourter leur présence. Pour l'heure, cette influence chinoise n'est pas directement dirigée contre celle de Moscou. De son côté, le Kremlin entend tirer profit de la crainte suscitée par la montée en puissance de la Chine dans les pays de la zone qui ne sont toujours pas en mesure d'assurer leur propre sécurité.

Les intérêts poursuivis par les Etats-Unis en Asie centrale ont été largement commentés⁽²⁸⁾. A la faveur de leur intervention en Afghanistan, ils ont conclu plusieurs accords de sécurité, en particulier avec l'Ouzbékistan. En juillet 2005, son Président, Islam Karimov, a exigé la fermeture de la base américaine de Karshi-Khanabad (K2), ce qui a conduit Washington à essayer de se rapprocher du Kirghizstan, pays sur lequel la Chine et la Russie continuent d'exercer une forte influence⁽²⁹⁾. La présence militaire américaine en Asie centrale doit sans doute avant tout se lire en fonction des théâtres afghan et iranien. Par conséquent, la volonté de faire reculer (*roll back*) l'influence russe est secondaire, même si elle fait l'objet de débats au sein de l'administration américaine. L'Asie centrale revêt également une importance certaine dans le domaine énergétique : Washington encourage le raccordement du Kazakhstan à l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC). En termes de sécurité, les opérations menées par des groupes radicaux islamistes, comme le Hizb-ut-Tahrir ou le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) sont suivies de près et rapprochent les lectures de Moscou et

⁽²⁶⁾ M. Gabowitsch, «L'Asie centrale dans la sphère publique en Russie. La grande absence», *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 34, 2002, p. 81.

⁽²⁷⁾ Z. Huasheng, «China, Russia, and the US : Their Interests, Postures, and Interrelations in Central Asia», *Central Asia and the Caucasus*, n° 5, 2004, pp. 118-120 ; N. Swanström, «China and Central Asia : a New Great Game or Traditional Vassal Relations ?», *Journal of Contemporary China*, n° 14, 2005, pp. 569-584.

⁽²⁸⁾ Pour une brève synthèse récente, M. Brill Olcott, «US Policy in Central Asia : Balancing Priorities», Washington D. C., Carnegie Endowment for International Peace, avril 2006 (<http://www.carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=print&id=18277>).

⁽²⁹⁾ K. Marten, «Understanding the Impact of the K2 Closure», *Ponars Policy Memo*, n° 401, décembre 2005, (http://www.csis.org/media/csis/pubs/pm_0401.pdf) ; A. Cooley, «Difficult Engagements, Political Lessons from the K2 Experience», *Ponars Policy Memo*, n° 400, décembre 2005, (http://www.csis.org/media/csis/pubs/pm_0400.pdf).

Washington. Cette présence militaire américaine doit également être envisagée à plus long terme comme un moyen d'établir des positions sur les flancs occidentaux de la Chine.

Par rapport à la Chine et aux Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon sont des acteurs de moindre importance dans cette région. Tokyo ne masque pas ses ambitions dans le domaine énergétique et finance massivement des structures d'assistance au développement (Central Asia Regional Economic Cooperation)⁽³⁰⁾. Il s'agit pour lui de contrebalancer sur le terrain économique l'OCS, et ainsi de poursuivre deux objectifs principaux : accentuer sa présence régionale par le biais du multilatéral et peser sur l'évolution des relations sino-américaines.

Quant à l'Union européenne, elle a une faible visibilité en Asie centrale⁽³¹⁾. La Commission y dispose de délégations et le Conseil a nommé un représentant spécial (Jan Kubis). La première insiste sur les droits de l'homme, alors que le second a déjà démontré sa capacité à nouer des contacts directs avec les chefs d'Etat de la région, ce qui peut laisser une impression générale de double langage. De plus, Bruxelles hésite toujours entre une approche régionale ou bilatérale de la zone, de même que sur l'importance à accorder à la politique russe à l'égard de l'Asie centrale et du Caucase. La crise du gaz russo-ukrainienne a rappelé aux décideurs européens l'importance du Turkménistan et du Kazakhstan en matière d'approvisionnements énergétiques. En raison de son «partenariat stratégique» et de son «dialogue énergétique» avec Moscou, d'une part, et des Accords de partenariat et de coopération (APC) signés avec les pays de l'espace post-soviétique de l'autre, l'Union européenne cherche à jouer un rôle spécifique. Sa présence militaire est très limitée et se fait par l'intermédiaire d'Etats membres participant aux opérations de stabilisation en Afghanistan sous la bannière de l'Otan (principalement la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France, ces deux dernières disposant d'infrastructures militaires en Asie centrale). Si, par conséquent, son influence est limitée dans les domaines politique et militaire, elle est non négligeable sur le plan économique : à titre d'exemple, la somme des investissements des principaux pays membres de l'Union européenne au Kazakhstan (Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, France et Allemagne) représente 30 % des investissements directs étrangers reçus par le pays.

L'appréciation de l'influence russe au sein de l'espace post-soviétique est indissociable du trouble identitaire de la Russie actuelle. Disposant de revenus de la rente énergétique, elle fait preuve d'une nouvelle vigueur dans les différentes composantes de cet espace, mais continue à hésiter sur le mode de présence à y développer. Néo-impériale pour les uns, post-impériale pour les autres, la Fédération de Russie n'a nullement renoncé à exercer une influence pour promouvoir ses intérêts nationaux. Se pensant et se voulant mondiale, elle englobe désormais son «étranger proche» dans une politique plus ambitieuse destinée à renforcer ses positions sur la scène internationale. De ce point de vue, l'influence dans la région de la mer Noire, en Asie centrale ou au Caucase n'est pas une fin en soi, mais un moyen – *via* l'énergie – de globaliser sa politique.

A la traditionnelle influence politique qui passait par la connivence entre les élites ex-soviétiques recyclées, s'ajoute désormais une dimension militaire, en voie de modernisation, moins systématique et plus flexible. Le contrôle des routes d'exportations des hydrocarbures demeure au cœur de cette nouvelle approche, qui comprend également la nécessité de développer l'attractivité du pays. A cet égard, Moscou réfléchit aux possibilités offertes par un *soft power* en gestation, pourvu de deux atouts non négligeables : la langue russe et son poids sur les médias. La combinaison de ces différentes influences entretient une dynamique pour Moscou lui permettant d'instaurer un système de contrôle qui, pour être plus indirect,

⁽³⁰⁾ Créée en 1997, cette organisation regroupe l'Azerbaïdjan, la république autonome chinoise du Xinjiang, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la Mongolie.

⁽³¹⁾ ICG, «Central Asia : What Role for the European Union ?», *Asia Report*, n° 113, avril 2006, 38 p.

n'en est pas moins efficace. Indiscutablement, la Russie de V. Poutine a retrouvé une forme de *leadership* par rapport à la période Eltsine. Dans le même temps, ses projets d'intégration régionale ne parviennent pas à convaincre et laissent l'impression d'un manque général de coordination.

Le regain d'influence constaté ne peut se comprendre sans la position intermédiaire de Moscou sur la scène internationale : ces deux facteurs interagissent étroitement. Repoussoir pour les pays du GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie), la Russie utilise habilement la crainte des Etats d'Asie centrale de se voir transformer en objectifs du *regime change* prôné par l'administration Bush. Bénéficiant d'une relation privilégiée avec l'Otan, la Russie accorde des ressources politiques et militaires croissantes à l'OCS et à l'OTSC, ce qui lui permet de redéployer sa présence dans le domaine de la sécurité. Puissance régionale à dimension mondiale, elle va présider pour la première fois le G8 en juillet 2006, sans être membre de l'OMC. Elle se sent en position de force, convaincue de la centralité de la «sécurité énergétique» dans les rapports de forces internationaux. Sa capacité d'action au-delà du cadre post-soviétique est sans doute aujourd'hui son meilleur atout pour exercer une influence durable au sein de l'«étranger proche».

Thomas Gomart
Responsable du programme Russie/Nei à l'Institut français des relations internationales (Ifri),
Paris, enseignant à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, (gomart@ifri.org). Manuscrit clos
en mai 2006